

LA MONNAIE PLEINE EST A NOUS

Prosperity again

reprendre le pouvoir sur la création de la monnaie pour notre développement durable.

Sommaire des deux cultures qui s'affrontent.

La culture humaniste : valeurs normes modes de vie

La culture libérale : valeurs normes modes de vie

Première partie :

La conception de la monnaie dans les deux cultures qui s'affrontent depuis le développement industriel.

L'analyse du contexte

dans lequel intervient la nouvelle utilisation d'une Monnaie Pleine.

Le lecteur de fileane.com connaît [l'histoire des conflits ininterrompus entre les organisations en réseaux de vie qui ont développé les civilisations les plus florissantes et les systèmes de pouvoir](#) qui ont commencé par venir piller les richesses des organisations en réseaux puis ont organisé la domination des peuples à travers des systèmes de pouvoir militaires, policiers, théocratiques et leurs organisations centralisées et despotiques, tyranniques du pouvoir. Il s'agit ici de mettre en avant le rôle de la monnaie dans chacune de ces cultures. Quant aux conflits menés par les banquiers internationaux pour prendre le pouvoir sur les monarchies et les peuples gouvernés par ces monarchies, nous les avons présentés sur fileane.com dans les documents sur [nos riches ennemis, les maîtres du monde](#). Il s'agit ici de mettre en avant les pratiques utilisées par les dirigeants politiques ou les banquiers dans ces conflits.

Pour présenter [ces deux cultures ou théories qui sont en conflit dans le système économique actuel](#), nous utilisons la description faite par Erik S. Reinert dans son livre « [Comment les pays riches sont devenus riches. Pourquoi les pays pauvres restent pauvres.](#) », traduction française aux Éditions du Rocher, mars 2012 et nous la complétons avec nos propos. De même pour les documents présentés dans le Diagnostic stratégique, sauf mention d'une autre source, ils proviennent du livre d'Erik S. Reinert.

Notre analyse se focalise sur le rôle accordé au travail et par conséquent à la rémunération de ce travail par la monnaie. Il s'agit de la place de l'être humain et de son activité qui ne sont pas identiques dans les deux cultures qui s'affrontent aujourd'hui encore.

Reprenons rapidement dans un premier temps chacune de ces deux cultures économiques fondées sur des valeurs et une conception de la monnaie très différentes et qui s'affrontent depuis plusieurs siècles. Une fois l'analyse de ce contexte précisé, nous pourrons commencer le diagnostic stratégique de l'environnement d'une nouvelle Monnaie Pleine avec le diagnostic interne puis le diagnostic externe.

I Première culture : la culture humaniste

qui place l'être humain au cœur du fonctionnement des organisations.

La culture humaniste a notamment été défendue par Abraham Lincoln en 1860 lors de son élection à la Présidence des USA lorsqu'il combat la théorie libérale fondée sur la théorie d'Adam Smith. Cet évènement historique peut être pris comme repère pour marquer le point de départ d'un changement de comportement des banquiers internationaux dans le but d'interdire jusqu'à aujourd'hui, à un gouvernement de créer lui-même sa monnaie dont il a besoin pour le développement durable de son pays et forcer ce gouvernement à emprunter de la monnaie à des banques privées moyennant intérêts et soumission politique. La culture humaniste est pourtant présente dans l'histoire de l'humanité depuis la plus lointaine antiquité et elle a permis le développement des civilisations les plus florissantes. Elle est certes écartée, voire interdite par les dirigeants de la seconde culture, la culture capitaliste et libérale, pour ne pas ici aborder également la question religieuse et [l'interdiction](#) par l'église catholique de Rome depuis le Concile de Nicée en l'an 320.

La culture humaniste, sur la question de la monnaie, se caractérise par les valeurs, les normes et modes de vie suivants :

Valeurs :

au commencement il y a les relations sociales ; le travail précède le capital ; ce qui fait le propre des êtres humains, c'est la créativité qui permet les inventions et les découvertes ; il y a également [les valeurs de paix et d'amour qui concrétisent des relations sociales optimales et une](#) affirmation claire et nette : " il n'y a richesse, ni force que d'hommes ". [Jean Bodin](#)

Normes :

Tout travail mérite une rémunération selon les compétences fournies.

La monnaie nationale accompagne les politiques économiques et industrielles décidées par les pouvoirs publics. Les dirigeants politiques présentent des projets ou des plans de développement qui sont autant de travail, de découvertes et d'inventions à réaliser. L'objectif poursuivi est bien la croissance à court terme et le développement durable à moyen et long terme, le plein emploi.

Le travail et les productions de richesses réalisés sont payés à travers la monnaie. La monnaie vient après le travail et facilite les échanges entre les richesses produites par les uns et les autres.

L'histoire économique montre que les pays industrialisés se sont développés d'abord en utilisant le protectionnisme puis lorsque leur marché intérieur a été saturé, ces pays se sont ouverts au libre-échange avec l'avantage que leur outil de production avait atteint la taille critique, qu'ils avaient développés de nombreuses compétences et que leurs entreprises avaient dépassé leur seuil de rentabilité. C'est une des explications de la manière dont les pays riches sont devenus riches et les pays pauvres restent pauvres. Le libre échange n'est donc pour les pays riches que le moyen de dominer les pays pauvres en leur interdisant de se développer en utilisant d'abord les règles du protectionnisme.

Une fois un niveau de développement économique durable atteint, le niveau de production des richesses matérielles devient suffisant et ce sont les richesses immatérielles (qui n'ont pas de prix) qui continuent de se développer dans une démarche de qualité totale de la vie sur Terre. Le but est connu : la concrétisation des valeurs de paix et d'amour. Il s'agit alors plus que d'un travail mais d'une manière de vivre qui utilise également des compétences provenant non plus de la source intellectuelle de savoir mais de la source spirituelle. Cette norme se retrouve chez les peuples premiers et les civilisations florissantes, elle est interdite par le système de pouvoir économique libéral et capitaliste. La source de savoir spirituelle est interdite par l'église catholique romaine et la religion chrétienne dans son ensemble. Le travail s'organise ainsi sur 3 niveaux : le travail indispensable à la vie et à la survie, la réalisation d'oeuvres transmises aux générations futures et qui élèvent le niveau de vie, l'action politique exercée par chaque être humain dans le cadre de son réseau de vie ou d'une démocratie locale participative.

Pour accompagner le développement économique, les dirigeants doivent apporter de l'or et de l'argent pour battre monnaie ou stocker des réserves d'or et d'argent pour garantir la monnaie à partir de l'étalon or. L'abandon de l'étalon or puis la démonétisation de l'or après 1971 correspondent au développement phénoménal du pouvoir financier et à l'endettement des états ainsi que des citoyens avec l'utilisation massive de l'argent crédit dette pour soutenir la croissance économique au départ et l'enrichissement au final de l'oligarchie financière anglo-saxonne.

Mettre à disposition d'un groupe social énormément de monnaie n'a aucun sens constructif car la limite de cette organisation réside dans la quantité de travail capable d'être utilisée pour produire les biens et les services utiles. Le développement durable repose ainsi sur le plein emploi et l'élévation du niveau des compétences de manière à produire non seulement les biens et services indispensables à la vie et à la survie mais aussi les œuvres qui élèvent le niveau de vie et sont transmises aux générations suivantes en tant qu'éléments de progrès. L'action politique des membres du groupe social détermine les projets et les plans de développement et vote les budgets nécessaires à leur réalisation. Ensuite, sur le plan technique bancaire, il s'agit de calculer si les mesures fiscales prises sur les richesses déjà produites permettent d'obtenir la quantité de monnaie nécessaire au financement des nouveaux projets ou s'il faut créer de la monnaie supplémentaire pour payer cet accroissement de production de richesses. Les priorités accordées au plein emploi et à l'élévation des compétences, source de gain de productivité, éliminent les risques d'inflation liés à une trop importante mise à disposition de monnaie pour les agents économiques.

Keynes a développé cette conception de l'économie et dès les années 1925, il affirma qu'en l'an 2000 pour garantir le plein emploi, il suffirait de travailler chacun 20 heures par semaines pour obtenir les ressources financières suffisantes pour vivre chacun de nous dignement avec suffisamment de biens et de services. Cette logique n'a pas été mise en oeuvre par les dirigeants du système financier, tous les citoyens du monde peuvent le constater et le regretter.

Modes de vie :

Les dirigeants ont cherché un instrument de paiement universel pour commercer entre pays ; l'or puis l'argent ont été utilisés comme instrument de mesure des richesses à travers la monnaie métallique puis pour garantir la monnaie papier. Avec le développement industriel et la production de masse, la monnaie papier s'est développée et s'est dématérialisée pour être plus pratique lors des échanges. Le développement de l'informatique et des télécommunications a généralisé l'utilisation de la monnaie scripturale (90% de la monnaie d'un pays) par rapport à la monnaie fiduciaire (pièces et billets).

La confiance commence lorsque les citoyens savent que lorsqu'ils se mettent au travail, il y a les moyens d'être payé. Le niveau de confiance facilite la vitesse de circulation de la monnaie dans le circuit économique entre production et consommation et grâce à cette vitesse de circulation de la monnaie entre les agents économiques, il n'est pas nécessaire de mettre en circulation une masse monétaire supplémentaire. En cas de crise, les monnaies locales ont permis aux citoyens de surmonter les difficultés à vivre. Le niveau de confiance rend également possible les monnaies locales en dehors des crises pour soutenir le développement de circuit court de distribution et favoriser l'emploi local, pour modifier les comportements de consommation ou l'utilisation des services à la personne afin de favoriser de meilleurs modes de vie (santé, intégration sociale, sortie de la drogue, du surendettement, etc.)

La monnaie est un moyen de paiement qui s'adapte aux échanges et accompagne l'évolution des modes de vie.

Le métier de banquier a pour responsabilités directes la mise en circulation de la monnaie, la gestion de la vitesse de sa circulation entre les agents économiques, les opérations de crédit à partir de l'épargne déposée.

Les finances publiques utilisent la fiscalité pour réduire les inégalités ponctuelles et surtout pour financer les plans de développement ou la protection sociale (éducation, santé, services publics à la personne) en fonction des décisions prises par l'action politique exercée à travers la démocratie locale participative ou son synonyme : l'organisation en réseaux citoyens de vie. Le cas échéant, le Trésor public crée directement le surplus de monnaie nécessaire à ces productions de nouvelles richesses et la Banque nationale gère la mise en circulation de la monnaie. Cette monnaie sans coût pour les finances publiques prend le nom de Monnaie Pleine, Vollgeld en Allemand. Les compétences financières les plus élevées se trouvent dans les emplois des finances publiques et moins dans les emplois de la banque commerciale. Nous aborderons ces questions plus loin au cours du diagnostic interne et externe.

II Seconde culture : la culture libérale.

Sur la question de la monnaie, la culture libérale dont le point de départ est la théorie d'Adam Smith, se caractérise par les valeurs, les normes et modes de vie suivants ([présentation à partir du livre d'Erik Reinert](#)). Cette culture est née avec le développement du commerce entre les continents et surtout elle a été organisée au début de l'ère industrielle. Les bases juridiques de la liberté du commerce et de l'industrie ainsi que la sacralisation de la propriété privée et l'élimination et l'interdiction de la propriété commune datent en France de la Révolution de 1789 : la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen de 1789 sacralise la propriété privée, le décret d'Allarde et la loi Le Chapelier de 1790 suppriment les organisations intermédiaires entre les citoyens et les dirigeants au pouvoir au nom de la liberté du commerce et de l'industrie, ce qui légitime la prise du pouvoir par la nouvelle bourgeoisie d'affaires au détriment de l'ensemble des citoyens et légitime la liberté de fonctionnement des marchés sans intervention des états, la main invisible arrivant à satisfaire les offreurs et les demandeurs à travers un juste prix.

Valeurs :

Au commencement, il y avait les marchés, la division du travail résulte d'une tendance de la nature humaine à charger, troquer et échanger une chose pour une autre....

Le marché est le lieu de rencontre de l'offre et de la demande, c'est la liberté contractuelle qui pousse un agent économique à venir sur un marché participer à l'échange. La société n'existe pas, il n'y a que les marchés.

La concurrence permet à chaque agent économique d'intervenir sur un marché pour améliorer les termes de l'échange entre offre et demande. L'état n'a pas à intervenir dans le fonctionnement d'un marché, par contre le gouvernement mondial exercée par les banquiers internationaux qui possèdent les plus importantes firmes multinationales est nécessaire pour que l'ensemble des marchés deviennent les plus compétitifs possibles, c'est à dire créent le plus de valeur financière pour les actionnaires.

Normes :

A la suite d'Adam Smith, quatre des concepts importants pour comprendre le développement économique ont été écartés du modèle dominant (humaniste et fondé sur la priorité accordée au travail et au paiement du travail productif de richesses) :

- Le concept d'innovation, qui avait joué un rôle important dans les sciences sociales anglaises pendant plus de cent cinquante ans.
- L'idée que le développement économique est le résultat d'une synergie et que les personnes partageant le même marché du travail composé d'industries innovantes, auront des salaires plus élevés que d'autres, idée présente dans la pensée économique européenne depuis le XVe siècle.

- La prise de conscience que différentes activités économiques peuvent être autrement porteuses de développement économique.
- La réduction par Adam Smith de la production et du commerce à des heures de travail a ouvert la voie à la théorie ricardienne du commerce, encore dominante aujourd'hui, par laquelle l'économie mondiale est conçue et comprise comme l'exemple du troc d'Adam Smith, lorsque des chiens échangent des heures de travail sans aucune qualité.

fin de l'extrait du livre de Erik Reinert.

Le travail n'est plus prioritaire et source de relations sociales, il devient dans cette doctrine, une quantité qui a un prix et qui s'échange librement sur le marché du travail. Mieux, le travail est aussi un coût qui intervient dans la fixation du prix de vente d'un bien ou d'un service. Lorsque les économies d'échelle positives ne sont plus possibles à cause de la saturation d'un marché, les économies d'échelle négatives restent utilisables : pour un même volume de quantité produite, il s'agit de réduire la quantité de facteurs de production utilisée, le plus souvent le capital technique est conservé (il est déjà amorti) et la réduction des frais de personnel à travers le licenciement économique apporte alors des économies et un nouveau gain de productivité à très court terme (jusqu'à ce que l'entreprise ne décline et disparaisse à moyen terme à la suite de plusieurs années de ces saignées au niveau des compétences).

Le pouvoir évolue du système d'autorité au système d'efficacité. Le principe des économies d'échelle négatives appliquées aux entreprises se transpose au niveau des finances publiques à travers les mesures d'austérité prises par les gouvernements pour réduire les déficits eux-mêmes provoqués par des dépenses considérables pour rembourser les intérêts de la dette publique tout en réduisant ces énormes déficits publics. Tant que les déficits et les dettes publiques ne sont pas fortement réduites et que donc les financiers n'ont pas récupéré leur capital et surtout les intérêts composés des financements accordés, tout espoir de croissance forte pour sortir un pays de l'austérité, est vain et inconsideré du point de vue de l'oligarchie financière anglo-saxonne.

En clair, les financiers interdisent à un pays de remettre au travail les citoyens qui en sont privés parce qu'ils refusent de financer le projet qui organise le travail. En somme, ils refusent le paiement de ce travail au motif le plus souvent que ce pays n'est pas compétitif parce qu'il ne rembourse pas assez vite ses dettes. L'utilisation excessive de l'argent dette est la seule explication à ce constat qui révolte de plus en plus de citoyens qui se demandent s'ils sont encore libres ou devenus soumis à un tel pouvoir mais telle est la règle du système tant qu'elle n'est pas éliminée. L'utilisation quasi exclusive du crédit pour financer les investissements et les projets de développement correspond à donner aux banques privées le pouvoir de décision dans la conduite non seulement de l'économie réelle mais de l'humanité toute entière.

Les dirigeants de la finance mondiale décident de la localisation de la production mondiale, ils choisissent les pays qu'ils faut utiliser pour leur faible coût de main d'oeuvre, les pays qu'il faut affaiblir car leur niveau de dépenses sociales sont un frein à l'enrichissement des actionnaires et des financiers, les pays où ils veulent fermer les industries et laisser les citoyens au chômage. Depuis les années 2010 et face au risque manifeste de voir les citoyens refuser les hausses d'impôts pour rembourser les dettes publiques, les dirigeants de la finance mondiale s'activent pour imposer une règle nouvelle et exorbitante : si un état a du mal à rembourser, le FMI et les banques centrales

privées pourront obliger cet état à prélever directement ces remboursement sur l'épargne des citoyens : assurance-vie, comptes d'épargne, placements immobiliers, etc.

La propriété privée comprend également la propriété privée des moyens de production, ce qui permet à l'entrepreneur d'être seul propriétaire des richesses créées par les salariés qui mis à part leur salaire, n'ont droit à rien d'autre. Cette logique sera combattue dès les années 1830 par les canuts de Lyon qui mèneront les combats avec le mot d'ordre : "vivre libre en travaillant ou mourir en combattant". Certes ils n'avaient pas réclamer le pouvoir citoyen de créer la monnaie qui caractérise un citoyen libre, une femme, un homme, un canton, une ville ou un pays libre mais cette leçon a été apprise en les citoyens qui veulent retrouver leur liberté pleine et entière, réclament dorénavant ce droit fondamental.... Il semble que Marx a également oublié d'inscrire ce droit fondamental dans sa vision d'une société.

La monnaie est une valeur qui s'achète et se vend sur le marché monétaire. Elle doit s'ajuster au niveau du commerce international et au niveau du cours des changes sur le marché monétaire, ceci en fonction des exportations et des importations du pays. Le solde de la balance commerciale dicte le niveau du cours de la monnaie, la dévaluation de la monnaie permet de donner certaines facilités aux exportations mais ce n'est qu'une théorie démentie par le cas des USA, première puissance économique mondiale et siège du pouvoir financier mondial dont le déficit de la balance commercial n'a plus aucune autre signification que celle de prouver que pour la première puissance économique mondiale, l'essentiel est d'importer toutes les richesses conquises sur les marchés mondiaux avec les investissements financiers réalisés. Lors de la crise asiatique de 1997, les USA ont continué d'acheter la production des pays du Sud-Est asiatique et ceci a permis une sortie de crise rapide pour ces pays tout en rentabilisant les usines construites là-bas et les actifs matériels qu'il n'est pas possible de changer de pays, sachant que rapidement les investisseurs vont se tourner après 2000 vers la production en Chine.

Les dirigeants d'un pays ne doivent plus intervenir dans les échanges économiques et l'organisation des marchés, notamment pour satisfaire des intérêts politiques personnel afin de se faire élire ou réélire, ce qui est un obstacle rédhibitoire pour les dirigeants du système économique et financier. Les banques centrales doivent devenir indépendantes par rapport aux états et donc les gouvernements n'ont plus à disposition les moyens d'une politique monétaire. Ils n'ont plus à disposition que les politiques budgétaires qui sont soumises aux contraintes des banques centrales et des financiers pour la stabilité de la monnaie utilisée dans les échanges mondiaux.

Les plus riches disposent de moyens légaux pour échapper aux impôts des états et pour créer de la valeur financière sans relation directe avec l'économie réelle. L'argent privé est géré prioritairement à la monnaie d'un état et la défense de la rente est prioritaire sur le plan fiscal et financier par rapport aux revenus du travail, c'est la conséquence de la nécessaire dérégulation des marchés et principalement des marchés financiers.

Depuis la prise du pouvoir par les familles des banquiers internationaux au cours du 19ème siècle, la multiplication du crédit permet aux banques de s'enrichir inconsidérément : l'argent dette fait la fortune de la finance surtout lorsque les réserves fractionnaires des banques deviennent de plus en plus faible et l'effet de levier du crédit de plus en plus important, d'où la crise de 2007.

Modes de vie :

Une succession interminable de crises économiques, de guerres de conquêtes coloniales et aujourd'hui neo coloniale menées par les firmes transnationales. La spéculation à haute fréquence crée des bulles spéculatives à répétition en jouant sur l'effet de levier du crédit-emprunt pour obtenir des gains rapides et énormes. C'est la finance casino qui prend le dessus sur le financement de l'économie réelle. Il est plus aisé d'obtenir des profits en bourse à très court terme que d'investir dans des usines ou des centres de recherche en créant de l'emploi à moyen ou long terme.

L'inflation cachée, le creusement des inégalités à un niveau encore jamais atteint dans l'humanité : les 1% qui s'enrichissent sans limites et les 99% qui ont de plus en plus de mal à vivre pour enrichir avec leur travail. L'évasion fiscale devenue légale, l'évolution du cadre juridique qui permet à des fonds spéculatifs et à des multinationales de faire condamner des états dont les actions ont été contraires à leurs intérêts particuliers.

La société de consommation fondée sur le crédit mène à d'énormes gaspillages de ressources qui compromettent le développement durable de l'humanité. La perte de toute légitimité de la classe politique qui pour se maintenir au pouvoir ne sait plus que suivre la doctrine libérale et se soumettre au pouvoir des financiers.

Le métier de banquier d'affaires au services des investisseurs devient prioritaire avec le trading sur les places financières mondiales. La démocratie doit devenir conforme aux exigences des marchés, particulièrement aux exigences des marchés financiers : protéger la rente contre l'inflation, déréguler les marchés pour laisser se développer la spéculation à la hausse sur tous les biens de consommation, y compris alimentaires, etc.

Conclusion :

Pour sortir de ce conflit séculaire, notre lecteur l'a compris, la solution passe par l'abandon des systèmes de pouvoir et en premier lieu par l'abandon du système capitaliste libéral. C'est [un choix de civilisation qui est possible et nécessaire, urgent](#). Nous allons voir cela en développant le diagnostic stratégique pour mettre au point l'utilisation d'une monnaie pleine et des droits sociaux.